

Occident, qui dis-tu que je suis?

our les Occidentaux, gagner la guerre froide fut sans doute plus facile que de triompher désormais dans la bataille des valeurs qui lui a succédé. Dès la chute du Mur de Berlin, certains (Francis Fukuyama en tête, mais il était en très bonne compagnie) assuraient que le couple idéologique en vogue (marché libre et démocratie pluraliste) demeurait désormais le seul modèle et que l'Histoire s'arrêterait là. Or tout indique que, si un chapitre est clos, l'Histoire, elle, continue ses bégaiements. Le «Sommet de la Terre» de Rio en donnait déjà un aperçu: l'écologie, souci universel s'il en fut... Mais quelle ne fut pas la surprise des Occidentaux de voir des pays du tiers monde les accuser d'être les pollueurs et de vouloir leur faire payer désormais le prix du nettoyage. Une nouvelle fois, l'écologie apparaissait comme une lubie de riches, de post-industriels, d'Occidentaux, pour tout dire.

Deuxième déconvenue, à Vienne, lors de la grandmesse des droits de l'homme. Là, l'opposition fut encore plus féroce et bien mieux organisée. De quel homme fallait-il donc protéger les droits? Du personnage abstrait enfanté par la Révolution française ou de l'individu rattaché à une communauté ethnique, tribale, religieuse? Les groupies du Singapourien Lee Kuan Yew, les disciples des ayatollahs et autres thuriféraires des traditions affirmèrent qu'en matière de droits de l'homme il ne saurait y avoir que des définitions au mieux régionales, voire locales. Et que la prétention à l'universel se réduisait à un postulat occidentalochrétien dans une «déclaration» imaginée à Paris il y a deux siècles, et réactualisée par les Nations unies il y a cinquante ans.

Au Caire, à l'automne dernier, lors de la Conférence sur la population, les tensions ne pouvaient que s'exacerber. Les hommes de religion, du Vatican et de La Mecque, exposèrent à loisir leurs dogmes pour condamner l'avortement, jeter un voile sur les rapports prémaritaux ou vouer les homosexuels aux gémonies. Leur tapage a quelque peu occulté le fait que, dans cette contestation, les gouvernements n'étaient pas en reste. La Chine comme l'Algérie (au nom du groupe des 77) sont venues dire que rien n'accordait à la soi-disant «communauté internationale» le droit de fixer le nombre des enfants dans tel ou tel pays, puisque cela relève de la «compétence nationale» de chacun. Ainsi, après l'écologie et les droits de l'homme, la démographie était-elle, à son tour, rendue à son statut pré-universel. Auparavant, les exigences de cette «compétence nationale» avaient été fermement rappelées aux Occidentaux début 1992, lors du premier sommet du Conseil de sécurité à New York. Plusieurs chefs d'Etat, de Chine ou d'Inde, du Maroc ou du Zimbabwe, avaient clairement indiqué qu'ils n'entendaient pas laisser l'Occident traduire si vite son triomphe sur les Soviets en une volonté unilatérale de régir le monde. Et de le pourvoir en valeurs trop ouvertement issues de l'expérience historique de cette partie de la planète qui s'étend de Berlin à Vancouver et d'Oslo à Madrid. La question de l'ingérence humanitaire ou politique y fut particulièrement critiquée comme une invention postcoloniale de puissances en mal de «canaux» pour profiter de l'effondrement du pôle moscovite et rétablir une hégémonie mondiale.

A Djakarta, pendant ce temps, le mouvement des non-alignés, qui n'a presque plus aucune raison d'être, a cru pouvoir en trouver une ultime dans la contestation (au demeurant fort légitime) de la composition du Conseil de sécurité. L'aréopage, où ne siège (avec droit de veto) aucun représentant du Sud véritable, ne pouvait être ni si universel ni si légitime que cela... Et ce n'est pas l'arrivée attendue de deux autres membres du G-7 (l'Allemagne et le Japon) qui remédiera à ce déséquilibre. Elle ne fera que l'aggraver. Pis: dans leur lutte contre l'universalisation des valeurs occidentales, les rebelles du Sud découvrent, à leur grande joie, un allié précieux... l'Occident lui-même. Depuis la chute du Mur, les voilà rassurés : les Occidentaux proclament leurs «valeurs» dans les enceintes médiatisées, mais ils ne s'acharnent guère à les défendre sur le terrain. Ni à Kigali, ni à Gaza, ni à Sarajevo. Ouf!